

M. l'Orateur suppléant: Y a-t-il assentiment unanime pour permettre au député de poursuivre son exposé?

Des voix: D'accord.

M. Woolliams: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Je vais tâcher d'être bref, mais je voudrais lire ce que disait le ministre à la page 26:

En particulier, je ne crois pas qu'il puisse, par voie législative...

Le mot «il» désigne le gouvernement du Canada.

... par voie législative, créer un climat fiscal où l'industrie canadienne du pétrole serait dans une situation sensiblement plus désavantageuse que l'industrie des États-Unis.

J'ai interrogé le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) à ce sujet et il a reconnu avoir fait cette déclaration. Il a admis que notre industrie du pétrole ou notre industrie manufacturière ne pourront faire concurrence aux industries américaines que si elles sont assujetties à un régime fiscal similaire. J'ai eu le plaisir et le privilège de proposer un contre-interrogatoire à MM. Bryce et Brown qui ont comparu à titre officiel devant le comité des finances il y a eu deux semaines jeudi dernier. M. Bruce a admis, que cela plaise au ministre ou non, que, si le Livre blanc est adopté sans modification—on l'appelle l'iceberg Benson parce que seulement 10 p. 100 apparaissent à la surface—notre impôt sur les gains de capitaux sera le plus élevé de toutes les nations occidentales. Lisez le contre-interrogatoire. Ne démentez rien tant que vous ne l'aurez pas fait. Je le dis par votre intermédiaire, monsieur l'Orateur.

M. Paproski: Quelle honte!

M. Woolliams: M. Bryce a dit qu'il avait rédigé ce document et l'avait remis au ministre. Que les députés lisent donc le contre-interrogatoire. Si le ministre a une question à ce sujet ou s'il trouve à redire, qu'il soulève la question de privilège. J'ai demandé: «Nos impôts sur les gains de capitaux seraient-ils plus élevés qu'aux États-Unis et en Grande-Bretagne lorsque le Livre blanc sera en vigueur, compte tenu de tout le reste?» et on m'a répondu: «Oui». Or notre ministre de l'Énergie et des Ressources va aux États-Unis parler à titre officiel. Les ministres ne peuvent pas parler en leur nom, car quand ils ouvrent la bouche, c'est au nom du gouvernement et du peuple canadiens.

Des voix: Bravo!

[M. l'Orateur suppléant.]

M. Woolliams: Il en a toujours été ainsi. Notre ministre se rend donc aux États-Unis et il dit: «Je ne crois pas que mon gouvernement établisse un régime fiscal qui ne placerait pas le Canada sur le même pied de concurrence que les États-Unis.» Et pourtant dans certaines circonstances à la première année d'impôt sur les gains de capital, cet impôt, a dit M. Bryce, pourrait atteindre 80 p. 100, et 50 p. 100 par la suite et dans le cas d'une société ouverte le chiffre pourrait s'élever à 25 p. 100 qui, selon lui, dépasserait l'impôt sur les gains de capital aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

En outre, M. Bryce a admis que notre position est différente. Afin de mettre en valeur l'industrie extractive du Canada nous devons importer des capitaux. Eux sont surtout des exportateurs de capitaux et quant à moi nous nous plaçons nous-mêmes sous la loi. Mais aujourd'hui on a demandé au ministre des Finances (M. Benson) «Allez-vous apporter des changements au Livre blanc sur ce point?» Il a répondu «Oh, non.». Ce n'est pas seulement au comité et à la Chambre des communes que le ministre des Finances essaie de défendre le Livre blanc, mais dans tout le pays. Ce document est bien le sien. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, sachant parfaitement que nous avons besoin de capitaux pour exploiter nos ressources et arriver au plein emploi, ne faisait que le bravahe quand il a dit aux États-Unis que nous serions en mesure de soutenir la concurrence, pendant que le ministre des Finances essaie d'imposer son Livre blanc.

Voici ce que dit, à la page 27, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources:

Je suis absolument convaincu que si, aux États-Unis, 70 p. 100 environ de votre industrie pétrolière, 60 p. 100 environ de vos richesses naturelles, et 50 p. 100 environ de votre industrie manufacturière appartenait à des non-Américains, vous seriez aussi inquiets que nous.

Certes, nous tenons tous à ce que les Canadiens soient propriétaires de leurs ressources mais, monsieur l'Orateur, dans un pays comme le nôtre, aucun gouvernement, c'est certain, ne peut nier que pour encourager les investissements canadiens, il faut des impôts moins élevés qu'aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon et en Allemagne de l'Ouest, afin que certains capitaux puissent rester entre les mains de ceux qui s'y connaissent en fait d'investissements et de techniques industrielles.

● (3.10 p.m.)

Le ministre s'est levé et a fait sur l'économie un de ces petits cours bien simples qu'on nous servait à l'université, mais son texte